

1 - Actualité nationale et internationale

Flash Info

Le rapport 2011 de l'IEOM et les monographies géographiques de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet www.ieom.fr.

Taux d'intérêt

Décisions de la BCE et Sommet européen dans le domaine bancaire

1- Décisions de politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de réduire les taux directeurs de 25 points de base. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « les tensions inflationnistes se sont atténuées, certains risques à la baisse précédemment identifiés qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro s'étant matérialisés. La croissance économique continue de rester faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat des affaires.»

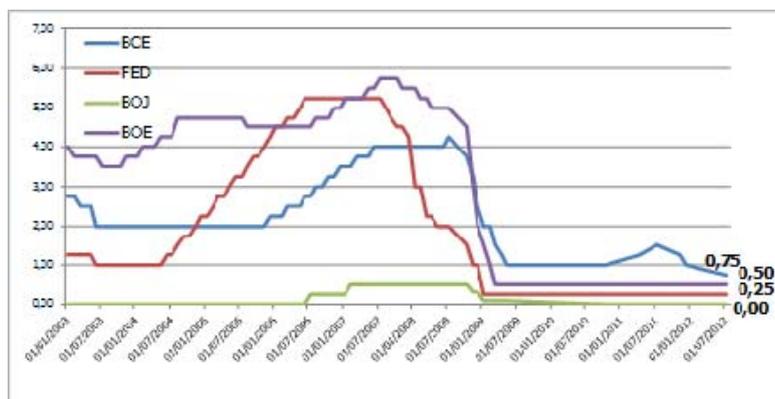
2- Sommet européen

Mario Draghi a déclaré que le Conseil des gouverneurs « salue les conclusions du Conseil européen du 29 juin 2012 indiquant sa détermination à prendre les mesures pour faire face aux tensions sur les marchés financiers, rétablir la confiance et relancer la croissance. Il accueille avec satisfaction la décision d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire. Il se félicite également de la décision prise lors du sommet de la zone euro de créer un mécanisme de surveillance unique, de la possibilité, sous réserve d'une conditionnalité appropriée, de recapitaliser les banques, et du recours aux instruments existants du FESF/MES* de manière souple et efficace afin de stabiliser les marchés ».

*Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 10 juin 2012 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Le Comité a décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année ses mesures exceptionnelles de soutien à l'économie en reconduisant l'opération « Twist » qui porte sur l'échange d'obligations à maturité courte (moins de 3 ans) pour des plus longues (entre 6 et 30 ans), à hauteur de 267 milliards de dollars. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 1,9 % au premier trimestre 2012 et la Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la période 2012-2014.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 922 100 fin mai 2012, soit une hausse de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+33 300 personnes). Sur un an, il croît de 8 % (+8,5 % pour les hommes et +7,4 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,1 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 11,1 % en mai 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à avril. Il était de 10 % en mai 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,3 % en mai 2012. Il était de 9,5 % en mai 2011.

Inflation

Légère baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,1 % sur un mois en mai 2012 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en juin 2012, stable par rapport à mai.

Actualité bancaire

Bâle III

1- Comité de stabilisation financière (CSF)

Le CSF a réalisé à la demande du G20 Finance un rapport sur les effets inattendus des réformes financières. S'agissant du cadre de Bâle 3 sur les banques, le rapport relève notamment que certains aspects de la pondération du capital sur les actifs, les ratios de liquidité, la définition des actifs liquides de bonne qualité, le régime prévu pour les banques d'importance systémique ainsi que la réforme des dérivés de gré à gré pourraient affecter le fonctionnement des marchés financiers domestiques et la capacité des banques à prêter, avec des répercussions potentielles à l'international en raison de la dimension internationale de certaines banques.

Le rapport est disponible en anglais sur : http://www.financialstabilityboard.org/publications/r_120619e.pdf

2 – Le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a publié le 26 juin 2012 dans un règlement les informations que les banques devront diffuser lors de la communication du niveau et de la composition de leurs fonds propres selon les règles de Bâle 3.

Le document est disponible en anglais sur : <http://www.bis.org/publ/bcbs221.pdf>

FATF-GAFI

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Rome du 20 au 22 juin 2012, le GAFI a adopté trois rapports :

- « Les facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption », disponibles en téléchargement en anglais sur www.fatf-gafi.org ;
- « Les lignes directrices sur les enquêtes financières » et « Le commerce illicite du tabac » qui seront publiés ultérieurement.

Publications

Sénat

Crédit à la consommation et surendettement : une réforme ambitieuse à compléter

Le rapport de Mmes Muguet Dini et Anne-Marie Escoffier de la commission pour le contrôle de l'application des lois est disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-602-notice.html>

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 15 juin, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Au premier trimestre 2012, le PIB du Japon a augmenté de 1,2 %. En mai, la production industrielle du Japon a baissé de 3,1 % sur un mois et les prix à la consommation hors alimentation ont reculé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,4 % en mai, en baisse de 0,2 point par rapport à avril.

En mai toujours, les exportations ont progressé de 10 % sur un an et les importations de 9,3 %. Le déficit commercial s'est élevé à 9,07 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine abaisse ses différents taux

Le 6 juillet, la Banque centrale de Chine a abaissé de 25 points de base le taux des dépôts à un an, à 3 %, et de 31 points de base le taux des prêts, à 6 %.

En mai, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3 % sur un an. Les exportations sont en hausse de 15,3 % sur un an et les importations de 12,7 %. L'excédent commercial a atteint 18,7 milliards de dollars.

Premiers résultats du recensement australien

Les premiers résultats du recensement de 2011 estiment la population australienne à 21,5 millions d'habitants, soit une hausse de 8,3 % par rapport à 2006. Cette évolution est soutenue par l'immigration, en provenance majoritairement du continent asiatique. Ainsi, 24,6 % des Australiens sont nés à l'extérieur du pays, contre 22 % en 2006. L'État du Queensland est celui qui a le plus bénéficié de cette croissance, avec près de 430 000 habitants supplémentaires (+11 %).

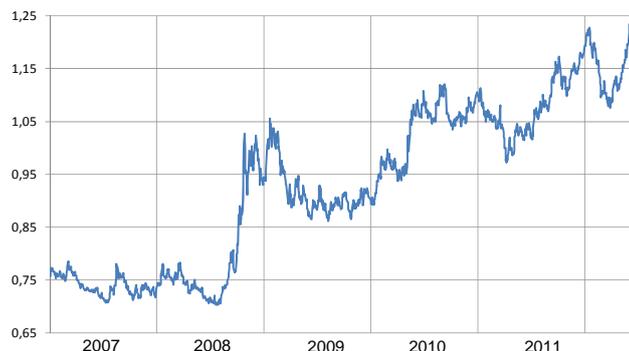
Après deux baisses consécutives de son taux directeur, la Reserve Bank of Australia a décidé, le 3 juillet, de laisser son taux directeur inchangé à 3,50 %.

Croissance néo-zélandaise au premier trimestre

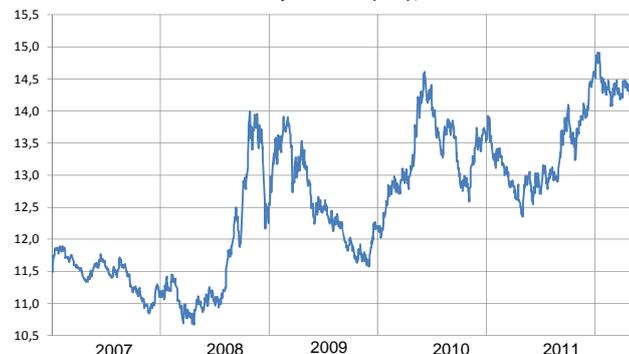
L'activité économique néo-zélandaise a progressé de 1,1 % au premier trimestre, faisant suite à une hausse de 0,4 % au trimestre précédent. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+2 %), des services aux entreprises (+2 %) et de l'agriculture (+2,3 %) ont été les principaux contributeurs à cette croissance. Sur l'année, le taux de croissance du PIB s'établit à 1,7 %.

Le 26 juin, le ministre néo-zélandais des finances a nommé M Graeme Wheeler au poste de Gouverneur de la Reserve Bank of NZ. Cette dernière a décidé, le 14 juin, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Propositions d'aménagements de la TCA

Les maires de plusieurs communes de Nouvelle-Calédonie ont émis des propositions de modification de la Taxe communale d'aménagement (TCA). Instaurée en 2010 (loi du Pays n°2010-05) dans le but de créer une fiscalité locale propre aux communes, la TCA est une redevance sur les permis de construire. Les modifications souhaitées portent sur le délai d'exigibilité de la taxe (actuellement fixé à 6 mois), les surfaces taxables (demande d'exclusion des terrasses et balcons) et une exonération des primo-accédants. Le Gouvernement devrait statuer avant le 1^{er} janvier 2013 sur ces propositions.

Comptes financiers de la Société Le Nickel (SLN)

La Société Le Nickel (SLN) a réalisé en 2011 un résultat net de 8,6 milliards de F CFP, contre 16,5 milliards de F CFP en 2010. Le chiffre d'affaire s'est inscrit en repli de 3 %, du fait de la baisse des volumes vendus (-1 %) et du prix de vente moyen. Les charges d'exploitation ont été impactées par l'augmentation des dépenses d'énergie, qui représentent 30 % des coûts opérationnels de la société. La SLN versera 53 milliards de F CFP en dividendes au titre de l'exercice écoulé (après 6,6 milliards en 2010) à ses principaux actionnaires : ERAMET (56 %), la STCPI (34 %) et Nisshin steel (10 %). La STCPI, société de participation qui regroupe les trois Provinces au travers de leurs sociétés d'économie mixte, percevra ainsi 20,1 milliards de F CFP.

Fixation des marges de 400 produits et services par le Gouvernement

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie vient d'encadrer les marges de 400 produits de grande consommation et prestations de service avec, pour objectif, l'amélioration du pouvoir d'achat des calédoniens. Ces mesures auront un effet sur les prix des produits de première nécessité (pain, lait, riz...) mais viseront également à réglementer certains services, tels que les assurances, les crèches etc. Des taux de marges différenciés ont été instaurés en fonction de la taille des opérateurs afin de ne pas pénaliser les commerçants ou les prestataires réalisant de faibles volumes de vente.

Instauration de la Commission des coûts du système électrique

Conformément à la récente réforme du système électrique de Nouvelle-Calédonie (délibération n° 195 du 5 mars 2012), le Gouvernement a institué une Commission des coûts du système électrique. Composée de 4 experts (désignés par le Gouvernement et la CCI) et par les 2 gestionnaires de réseaux de distribution, la commission sera chargée d'émettre un avis sur tous les nouveaux contrats de production électrique. Elle pourra être saisie sur les questions relatives aux coûts du système électrique ayant un impact sur les tarifs publics de l'électricité.

Comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie en 2011

Le Gouvernement a approuvé le compte administratif de la Nouvelle-Calédonie. Le budget 2011 présente 184 milliards de F CFP de recettes pour un niveau de dépenses de 178,4 milliards de F CFP, soit un excédent global de 5,5 milliards de F CFP. Le territoire retrouve ainsi, au terme de cet exercice, une capacité d'autofinancement positive (1,7 milliard de F CFP). Cette évolution favorable a été rendue possible grâce à une hausse de plus de 6 % des recettes de fonctionnement et à des dépenses de même nature contenues, notamment des charges de personnel (+ 2,5 %, contre +3,4 % l'année précédente).

<i>En milliards de F CFP</i>	Recettes	Dépenses	Excédent / déficit
Section de fonctionnement	178,4	166,2	12,2
Section d'investissement	5,5	12,2	-6,7
Total des mouvements réels	183,9	178,4	5,5

Comptes administratifs de la Province Sud en 2011

Le compte administratif 2011 de la Province Sud dégage un excédent budgétaire de 2,7 milliards de F CFP, après deux années déficitaires. La capacité d'autofinancement s'élève ainsi à 4 milliards de F CFP, dont 982 millions sont affectés au remboursement de la dette de la collectivité. Les recettes, composées à 87 % des dotations de l'État ou de la Nouvelle-Calédonie, ont augmenté de 6,6 %. La hausse des dépenses, composées à 47 % de charges de personnel, a été maîtrisée (+1,4 %, contre +9 % en moyenne les années précédentes).

<i>En milliards de F CFP</i>	Recettes	Dépenses	Excédent / déficit
Section de fonctionnement	44,7	44,6	0,1
Section d'investissement	13,7	11,1	2,6
Global	58,4	55,7	2,7

Commémoration des 120 ans de présence japonaise en Nouvelle-Calédonie

De nombreuses manifestations ont été organisées à l'occasion de la commémoration du 120^e anniversaire de la présence japonaise en Nouvelle-Calédonie. M Toru MORIKAWA, Conseiller de l'ambassade du Japon à Paris, effectuée à cette occasion une visite d'une semaine sur le territoire. Le Japon, gros consommateur de nickel pour son industrie, est aujourd'hui le premier partenaire à l'exportation de la Nouvelle-Calédonie (28,5 milliards de F CFP en 2011).

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mai-10	mai-11	mai-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 580	14 414	15 682	6,1%	8,8%
Dépôts à vue	205 877	230 353	228 325	11,9%	-0,9%
Total M1	219 457	244 767	244 007	11,5%	-0,3%
M2-M1	91 589	97 389	101 334	6,3%	4,1%
Total M3	488 517	528 670	529 997	8,2%	0,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-10	mars-11	mars-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	385 561	406 378	430 055	5,4%	5,8%
Ménages	332 827	367 616	392 568	10,5%	6,8%
Collectivités locales	45 986	46 885	60 356	2,0%	28,7%
Autres agents de CCB non ventilés	11 069	14 807	15 273	33,8%	3,1%
Total encours sain	775 442	835 686	898 252	7,8%	7,5%
Créances douteuses brutes	15 602	17 467	18 922	12,0%	8,3%
Total encours brut	791 044	853 153	917 174	7,9%	7,5%

Interdits bancaires

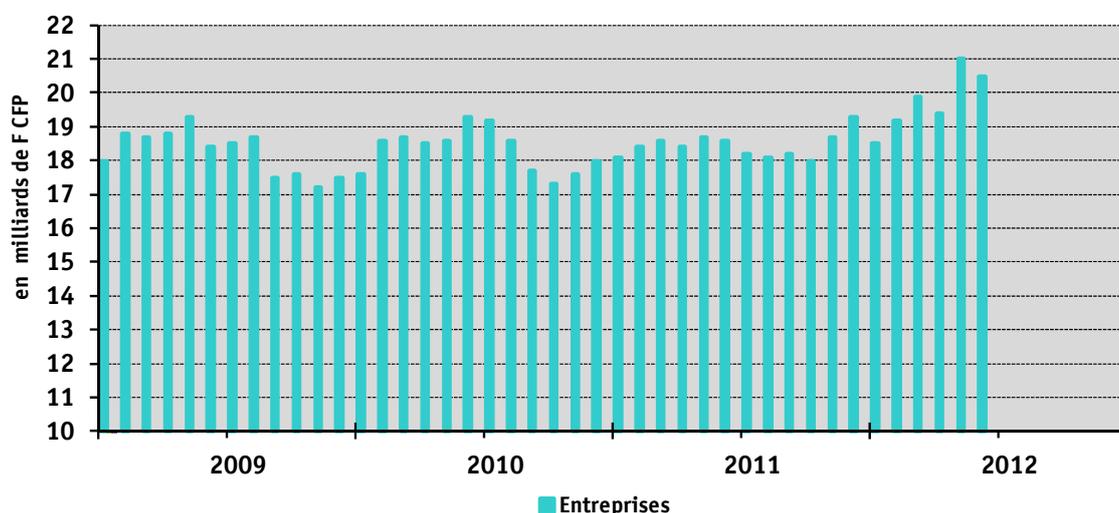
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	juin-12	6 970	0,6%	12,5%
	dont personnes physiques	juin-12	6 184	0,5%	12,5%
	dont personnes morales	juin-12	786	1,4%	12,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	juin-12	14 830	0,8%	8,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-12	4 760	1,6%	23,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juin-12	20,5	-2,5%	10,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	juin	101,8	103,5	2,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	51 623	55 028	6,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	45 253	48 799	7,8%
créations d'entreprises	mars	1 455	1 527	4,9%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 017	834	-18,0%
liquidations judiciaires (nb)	juin	53	73	37,7%
redressements judiciaires (nb)	juin	33	57	72,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	691	775	12,2%
ventes de ciment local (tonnes)	mai	57 408	49 411	-13,9%
importations ciment (tonnes)	mai	2 049	33	-98,4%
total ciment (tonnes)	mai	59 456	49 444	-16,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	13 847	16 582	19,8%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	3 687	4 316	17,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	1 686	1 408	-16,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	87 212	88 354	1,3%
dont secteur privé	mars	63 154	63 826	1,1%
dont secteur public	mars	24 058	24 528	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	mai	7 027	5 836	-16,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mai	7 401	6 769	-8,5%
chômeurs indemnisés	avr	1 650	1 712	3,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	5 514	6 152	11,6%
décisions retraits cartes bancaires	mai	1 281	1 415	10,5%
incidents paiements sur chèques	mai	10 932	15 274	39,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	3 112	3 049	-2,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	7 976	8 085	1,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	15 494	17 268	11,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 396	8 358	-0,4%
Echanges				
nombre de touristes	mai	36 430	40 687	11,7%
nombre de croisiéristes	avr	70 135	101 904	45,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	avr	60,0%	58,3%	-1,7 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juin	11,61	8,35	-28,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	juin	10,14	7,50	-26,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	1 295	1 443	11,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mai	8 204	7 547	-8,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	24 016	27 174	13,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	47 402	37 608	-20,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	412	341	-17,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	608	490	-19,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mai	56 214	45 645	-18,8%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	96%	92%	-3,92pt
total des importations (M FCFP)	mai	130 354	127 823	-1,9%
total des exportations (M FCFP)	mai	58 489	49 512	-15,3%
taux de couverture	mai	44,87%	38,73%	-6,1pt
recettes douanières (M FCFP)	mai	18 206	19 816	8,8%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mai	230 353	228 325	-0,9%
M1	mai	244 767	244 007	-0,3%
M2	mai	342 156	345 341	0,9%
Dépôts à termes	mai	186 378	184 615	-0,9%
M3	mai	528 670	529 997	0,3%
P1	mai	4 029	3 928	-2,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,89%	5,49%	0,60 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,58%	4,25%	-0,34 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,63 %	4,64 %	0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,28 %	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	853 153	917 174	7,5%
Ménages				
dont crédits à la consommation	mars	367 616	392 568	6,8%
dont crédits à l'habitat	mars	68 376	71 520	4,6%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	mars	294 655	314 870	6,9%
dont crédits d'investissement	mars	406 378	430 055	5,8%
dont crédits à la construction	mars	76 351	81 016	6,1%
dont crédits à la construction	mars	216 205	227 128	5,1%
Collectivités locales				
dont d'investissement	mars	101 472	108 992	7,4%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	mars	46 885	60 356	28,7%
taux de créances douteuses brutes	mars	41 881	56 729	35,5%
ensemble des actifs financiers	mars	14 807	15 273	3,1%
	mars	17 467	18 922	8,3%
	mars	2,0%	2,1%	0,02 pt
	mars	641 451	646 682	0,8%
	mars	327 473	346 223	5,7%
	mars	222 306	208 972	-6,0%
	mars	91 672	91 486	-0,2%
	mars	98 500	101 270	2,8%

(p) : provisoire (a) : actualisé, Nb. : données de décembre 2011 comparées à décembre 2010

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/05/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE					
taux d'intérêt en fin de mois					
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,3820%	0,3290%	+ 0,053 pt	0,8170%	- 0,435 pt
EURIBOR 1 mois	0,3730%	0,3860%	- 0,013 pt	0,7820%	- 0,409 pt
EURIBOR 3 mois	0,6530%	0,6680%	- 0,015 pt	1,0060%	- 0,353 pt
EURIBOR 6 mois	0,9300%	0,9460%	- 0,016 pt	1,2270%	- 0,297 pt
EURIBOR 12 mois	1,2130%	1,2320%	- 0,019 pt	1,5070%	- 0,294 pt

taux de base bancaire		taux	date d'effet
banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
banques locales		8,24%	31/12/2010
taux d'intérêt légal		taux	JORF
année 2012		0,71%	08/02/2012
année 2011		0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle					
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,3333%	0,3370%	- 0,004 pt	0,4902%	- 0,108 pt
EURIBOR 1 mois	0,3800%	0,3940%	- 0,014 pt	0,8110%	- 0,431 pt
EURIBOR 3 mois	0,6590%	0,6860%	- 0,027 pt	1,0220%	- 0,363 pt
EURIBOR 6 mois	0,9350%	0,9720%	- 0,037 pt	1,2510%	- 0,316 pt
EURIBOR 12 mois	1,2220%	1,2680%	- 0,046 pt	1,5260%	- 0,304 pt
TMO	2,8900%	2,9900%	- 0,100 pt	3,5900%	- 0,700 pt
TME	2,6900%	2,7900%	- 0,100 pt	3,3900%	- 0,700 pt
TRBOSP	2,8900%	2,8900%	+ 0,000 pt	3,6500%	- 0,760 pt

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011
taux JJ	0,090%	0,075%	0,110%	0,325%	0,200%	0,035%	0,625%	0,525%	0,555%
3 mois	0,555%	0,320%	0,680%	0,175%	0,275%	0,140%	1,100%	0,670%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,650%	1,580%	1,870%	0,840%	0,820%	0,980%	1,740%	1,580%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,07%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,23%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de usure
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts-relais	6,32%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,24%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	16,40%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,88%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,04%		Découverts en compte (1)

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,7830	1 NZD/XPF	75,7854	1 HKD/XPF	12,2194	1 GBP/XPF	147,9441	
100 JPY/XPF	119,1768	1 AUD/XPF	96,7110	1 SGD/XPF	74,7037	100 VUV/XPF	98,0310	1 FJD/XPF	51,8000